



**Durban**2019  
11-15 Novembre

CONGRES DE CGLU  
SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS  
LOCAUX ET REGIONAUX



**MANIFESTE**  
**Le Futur des Finances**  
**Locales**

**#CitiesAreListening**

UCLG Manifestes

# **MANIFESTE POUR LE FUTUR DES FINANCES LOCALES**

## **LOCALISER LES FINANCEMENTS ET DE L'INVESTISSEMENT :**

### **UNE NÉCESSITÉ ABSOLUE**

Partout dans le monde, les collectivités territoriales sont responsables de la prestation des services publics. Alors que les attentes internationales vis-à-vis du niveau local sont élevées, moins de 25 % des dépenses publiques totales sont actuellement effectuées par les gouvernements locaux et régionaux en moyenne dans le monde. L'action locale consiste à financer les infrastructures, à assurer la bonne gestion financière des équipes locales et à se préparer aux transformations majeures déjà en cours. Le financement des ODD n'est pas hors de portée, mais plus nous attendons, plus le coût sera élevé. Pourtant, les estimations de coûts, les plans d'investissement et les feuilles de route ne mobilisent pas autant qu'il le faudrait le potentiel des gouvernements locaux, métropolitains et régionaux et atteignent insuffisamment les territoires qui en ont le plus besoin. Le statu quo n'est plus de mise. Un nouveau paradigme est indispensable qui place les gouvernements locaux et régionaux au cœur de la mobilisation des financements et des investissements en faveur d'un véritable changement transformationnel.

Localiser les financements et l'investissement doit être l'ambition commune et concentrer les efforts de tous les acteurs, à tous les niveaux, dans des cadres renouvelés de dialogue, de concertation et de coopération. La diversité des contextes nationaux doit être pleinement prise en compte et une attention particulière doit être accordée aux acteurs sociaux et économiques locaux qui sont les premiers moteurs des stratégies de financement à long terme.

Les gouvernements nationaux doivent considérer les collectivités locales et régionales comme des partenaires à part entière de l'action publique travaillant à l'intérêt général. Ils doivent entendre que l'intégration verticale et la décentralisation financière que l'on attend qu'ils impulsent de façon déterminée n'est pas un jeu à somme nulle où ils perdraient ce que les collectivités territoriales gagneraient, mais bien un exercice gagnant-gagnant. Les investissements directs réalisés par les gouvernements locaux et régionaux représentent actuellement, en moyenne, près de 40% du total des investissements publics dans le monde. Ces investissements portent des solutions de financement

novatrices qui rassemblent un large éventail d'acteurs et permettent souvent de lever des montants importants de fonds supplémentaires ; ils doivent être développés dans l'intérêt de tous.

A l'échelon national, un enjeu majeur est de renforcer les institutions intermédiaires de financement, de quelque nature qu'elles soient – fonds de développement local, banques de financement des collectivités locales, fonds coopératifs, caisses des dépôts, etc. – afin qu'elles soient en mesure de catalyser les financements nationaux et internationaux et les orienter vers le financement des investissements locaux. Afin qu'elles travaillent aussi à la création des conditions de marché favorables à l'investissement des collectivités territoriales.

A l'évidence, les institutions financières internationales (IFI) ont un rôle majeur à jouer pour accompagner ces changements et créer les conditions appropriées au développement des marchés financiers infranationaux. Elles peuvent et doivent faciliter l'accès direct des collectivités territoriales au financement dans des formules renouvelées de partenariat financier, et ainsi promouvoir des modèles qui pourront être reproduits à l'échelle. Pour jouer ce rôle, les IFI doivent fournir un appui à tous les stades de la chaîne de valeur du financement local, de la formation des acteurs à mise en place d'instruments financiers d'investissement et de réduction des risques en passant par le soutien à la préparation des projets ou encore la mobilisation de financements concessionnels. Ils doivent également renouveler leur approche de l'évaluation des risques des projets et de la solvabilité des collectivités territoriales, en tenant pleinement compte des critères d'impact social et environnemental des actions dans l'évaluation de leur appui.

Changer de paradigme, c'est aussi en appeler au secteur privé et à sa capacité d'innovation technique et financière. En combinaison avec l'expertise et l'ingénierie financière privées, le financement privé des actions locales, sous différentes formes telles que le crédit, l'apport de capitaux propres, l'investissement ou la mobilisation de garanties, est crucial pour aider les collectivités territoriales à financer l'action publique.

Enfin, l'information claire et transparente sur la réalité et les contraintes de la gouvernance multi-niveaux, l'effectivité des réformes territoriales et l'état des lieux précis des finances locales dans les pays (l'autonomie financière des collectivités territoriales, leur capacité d'accès au crédit et aux marchés financiers) est impérative pour alimenter le débat public et préparer l'action.

Les collectivités territoriales sont prêtes à relever ces défis. Elles savent avoir leur part de responsabilité dans la reconnaissance de leur rôle en matière de transparence et de redevabilité aux populations sur l'usage de leurs ressources. Elles attendent le même engagement de l'ensemble de leurs partenaires, à la hauteur des enjeux du nouveau contrat social que nous devons bâtir ensemble pour la société résiliente, équitable et inclusive de demain à laquelle nous aspirons toutes et tous.

#UCLGCongress  
[www.durban2019.uclg.org](http://www.durban2019.uclg.org)

